Christiane Taubira
candidate du PARTI RADICAL DE GAUCHE
à l'élection présidentielle 2002





Fraternité
Culture
Famille
Laïcité
Dignité
Europe
Environnement

Confiance !

Je fais ici campagne pour une République qui vous respecte

Madame, Monsieur,

Ceux qui veulent nous faire peur n'y peuvent rien. **La France se déploie dans le monde et le monde est dans la France**. Par son histoire coloniale, mais aussi méditerranéenne et européenne, elle vibre de toutes les identités venues s'enlacer sur son sol. De la profondeur de ses vingt siècles d'histoire, elle garde des cultures régionales fortes et variées. Leur vitalité s'est aiguisée dans cette résistance à la centralisation parfois excessive qui, par périodes, a escorté la construction de la cohésion nationale.

Les paysages et les territoires de France sont multiples. Ils abritent des fragments du patrimoine de l'humanité pétris dans ses espaces et singularisés dans l'expression des langues, des danses, des saveurs, des techniques. Bouquet de couleurs, de cultures, de croyances, **la France est, comme d'autres grandes nations, un pays mêlé**.

Les cultures sont d'égale dignité.

Les identités particulières ne menacent nullement le sentiment de commune appartenance. Elles l'irriguent. Les religions méritent égal respect. **La République laïque n'ignore pas les croyances**. Elle en est indépendante. Elle en permet l'égal exercice, par des lieux de culte et de sépulture pour tous les croyants.

Seule une politique de confiance sociale permettra de faire vivre l'égalité des droits et d'assurer l'égalité des chances. Elle doit être fondée sur les principes républicains et radicaux de laïcité, d'humanisme et d'universalisme : **laïcité**, parce qu'elle protège institutions, pouvoirs et services publics de toutes les influences (religieuses, financières, économiques, partisanes, corporatistes) qui sont le creuset des inégalités ; **humanisme**, parce que la culture et la politique doivent primer l'économie et la technique ; **universalisme**, parce qu'est indispensable l'engagement pour la paix, la justice et un meilleur partage des richesses du monde.

La politique éducative devra consolider le socle de valeurs républicaines sur lequel repose la construction de la citoyenneté dont l'apprentissage des droits et devoirs doit être modernisé. Elle accueillera la diversité en faisant place aux langues régionales et parentales, à davantage de langues étrangères, aux arts et cultures, aux histoires, aux environnements régionaux, aux patrimoines.

Pour une République qui vous respecte



L'économie doit être au service de l'homme

Ainsi, les services publics doivent être rigoureusement préservés pour l'énergie, la poste, les transports, les télécommunications. La gestion de l'eau potable, qui se raréfie et menace de devenir un nouveau champ d'inégalité, doit être confiée au secteur public ou soumise à une obligation de tarif unique pour tous les citoyens. **Les groupements de personnes, coopératives, mutuelles, associations, piliers de l'économie sociale, doivent être encouragés**, car ils ont fait leurs preuves dans des secteurs difficiles (agriculture, banques, assurances, fibre optique, presse régionale...) et que leur capital, indivisible, protège les salariés des licenciements boursiers. **Les PME doivent être mieux accompagnées dans l'application des 35 h** pour que cette loi demeure un progrès social. Emplois jeunes et tutorat par des personnes en fin d'activité acceptant de transmettre savoir et expérience, doivent être pris en charge par l'Etat. **L'économie territoriale doit être revigorée**, par la réforme de l'Etat et un partage réel de compétences, y compris dans le droit d'édicter des règles générales. **La solidarité doit être garantie par l'Etat pour éviter les disparités régionales**.

J'ai des exigences urgentes

- **un logement pour chacun** ;
- des maisons de la petite enfance et **des crèches gratuites** ;
- un enseignement professionnel et technique revalorisé, **un enseignement supérieur démocratisé plus favorable aux universités** qui transmettent un réel savoir ;
- **la solidarité envers les personnes frappées de handicap** par l'utilisation d'une part des excédents de la branche famille pour garantir l'égal accès à l'école, à la formation, au travail, aux loisirs, à la culture, aux sports, et une commission indépendante pour valider les permis de construire aux normes handicap ;
- **une réforme des retraites** fondée sur les principes de sécurité (impôt/bas salaires) de solidarité (la répartition/salaires intermédiaires) et de responsabilité (épargne-retraite/revenus élevés).
- Les politiques de santé, donc de prévention, doivent être privilégiées sur les politiques de la maladie, avec **une revalorisation des professions de santé**.
- Le contrat d'activité permettra d'accompagner chacun dans ses différents temps de vie, pour amortir les aléas d'une société où l'emploi cohabitera avec des temps consacrés à la formation, la reconversion, l'engagement social, associatif ou humanitaire, les loisirs.

Tels sont les principaux ressorts d'une politique de confiance et de cohésion

A l'image d'une République humaniste, forte, ouverte, audacieuse. Une République exigeante envers l'Etat chargé d'exécuter ses promesses sur nos libertés, de veiller à l'égalité des chances, d'inscrire la fraternité dans les politiques de solidarité.

Je veux faire confiance à la jeunesse

Je refuse de participer au concert sécuritaire. **Les transgressions à la loi doivent être sanctionnées, à la mesure de leur gravité**, et quels que soient leurs auteurs, qu'ils soient dans les cités ou les beaux quartiers. La criminalité doit être étanchée, qu'elle provienne de petits malfrats ou de délinquants en col blanc, de puissants ou de misérables. **Les victimes de l'insécurité doivent bénéficier de soutien**, de mesures de réparation et de protection, renforcées pour les personnes âgées et les personnes frappées de handicap. **J'accuse les pouvoirs publics d'avoir déserté les cités et les zones rurales**, livrant ainsi des populations vulnérables aux bandits, aux caïds, aux trafiquants. **J'accuse les pouvoirs publics d'inertie face à la guerre des modèles qui dévalorise l'effort et flatte les violations du droit**.

Faire confiance à la jeunesse de ce pays, c'est la sanctionner lorsqu'elle trébuche, mais continuer à l'aimer et à lui tenir la main pour l'accompagner sur ses chemins de vie. C'est lui reconnaître le pouvoir, **dès 17 ans, de voter, créer et gérer associations et entreprises**. C'est la protéger plus longtemps dans le système scolaire en rendant l'école obligatoire jusqu'à dix-sept ans. C'est assurer son autonomie par **un revenu minimum étudiant** et **un revenu de solidarité jeune**. C'est apporter la caution des pouvoirs publics pour son premier logement.

Je veux une justice indépendante

Je la veux égale pour tous, **respectueuse de la dignité humaine**, sans immunités judiciaires ni privilèges de juridiction, respectant une stricte égalité entre l'accusation et la défense, favorisant les alternatives à l'emprisonnement. **Je veux l'abolition de la double peine** car on doit être puni pour ce qu'on a fait et non pour ce qu'on est. **Je plaide pour le droit de vote à tous les étrangers** qui paient des impôts et doivent pouvoir élire ceux qui vont les répartir. Cette dignité retrouvée aidera à rétablir l'autorité parentale. Je dis que la puissance publique doit rétablir les services publics dans les cités et les zones rurales : les services éducatifs, sociaux, culturels, et pas seulement des commissariats de police.

Il nous reste encore de belles conquêtes démocratiques à faire pour l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes, pour combattre toutes les formes de discrimination liées aux origines, au sexe, à l'orientation sexuelle, au handicap, pour lutter contre toutes les formes d'exclusion par la formation, le logement, l'emploi.

Pour une terre des hommes, je veux promouvoir l'agriculture de qualité

Je veux promouvoir l'agriculture de qualité, l'installation de jeunes agriculteurs, la revitalisation de zones rurales par le maillage des services publics et l'incitation au tourisme et à l'habitat rural, **un environnement protégé par une politique humaniste** qui redonne l'initiative à l'homme, une redéfinition des priorités d'aménagement du territoire, la diversification énergétique avec les énergies renouvelables.

De nouvelles institutions sont nécessaires pour s'armer dans ce monde nouveau

La VI[ème] République doit reposer sur une Constitution qui consacre une réelle séparation des pouvoirs, ouvre aux citoyens l'initiative législative et la saisine constitutionnelle, ainsi que la définition des orientations des grandes politiques publiques, modernise les grandes libertés d'association politique, syndicale et de la presse.

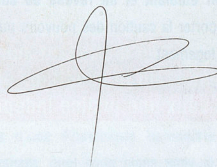
Cette VI[ème] République sera renforcée par un Etat recentré sur ses missions essentielles, mieux pourvu en moyens financiers grâce à une réforme fiscale rendant le sacrifice fiscal plus équitable, moins pesant sur l'emploi, plus efficace, plus souple pour les collectivités. **Les collectivités devront pouvoir exercer au mieux leurs responsabilités** et répondre au plus juste aux légitimes aspirations de **régions françaises et d'outre-mer. A ces dernières sera reconnu un droit permanent à dérogation lié à leurs particularismes**, à l'instar du Traité d'Amsterdam.

Dignité, Laïcité, Europe

Les principes de la République doivent marquer **la construction de l'Europe fédérale**, où les compétences clairement réparties entre l'Union européenne, les Etats, les régions doivent être inscrites **dans une Constitution, avec un Président élu**. Ils doivent guider la diplomatie pour la paix, la mondialisation civique avec une **Assemblée de citoyens siégeant aux côtés des Assemblées d'Etat**, la mondialisation solidaire avec une aide publique au développement portée à 1% du PIB et l'annulation de la dette des pays pauvres, la mondialisation équitable avec la fiscalisation des bénéfices des grands groupes mondiaux qui concentrent deux tiers du commerce mondial, l'encouragement d'un développement humaniste et durable respectueux de critères éthiques (droits de l'homme), sociaux (droits syndicaux) et environnementaux conditionnant l'octroi d'aides internationales.



C'est forte et unie autour de la diversité de sa population, de la vitalité des identités assumées, du dynamisme territorial libéré, c'est campée sur la laïcité qui dénoue les tensions entre l'identité et l'universalité, sur l'humanisme qui dicte les fragilités à protéger, les talents à féconder, que la République saura inspirer à l'Etat les institutions publiques qui ressemblent à la population française, **pour que toutes les couleurs et toutes les cultures de France rayonnent au Parlement, au Gouvernement, dans toutes ces institutions qui se partagent l'autorité déléguée par le peuple, qui doit être exercée pour le peuple et à l'image de tout le peuple**.



Christiane Taubira
candidate du
PARTI RADICAL DE GAUCHE



vu le candidat Photographe : Philippe DOBROWOLSKA Imprimerie Nationale Paris

Le 21 avril 2002, le seul choix : votez Christiane Taubira
pour une République qui vous respecte